

VAPOCRAQUAGE D'ÉTHANE

Le projet Sonatrach-Total encore en suspens

Le projet de construction d'une usine de vapocraquage d'éthane à Arzew, en partenariat entre Sonatrach et le groupe français Total, reste encore en suspens.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Au-delà de son importance financière, étant évalué à plus de 6 milliards de dollars, et de son impact attendu sur le partenariat algéro-français, ce projet reste encore contraint. Les deux parties

semblent diverger sur certaines modalités relatives à l'extraction à partir du méthanol. Ainsi, le pétrolier français, favorable au mode d'extraction à Arzew et se prévalant d'études effectuées en ce sens, semble rétif à toute autre

proposition. Quant à Sonatrach, notamment soucieuse de préserver ses intérêts en matière de valorisation du GNL, la possibilité d'extraction à partir de Hassi R'mel avait été évoquée mais a échoué sur le refus du partenaire français. Or, il s'agira pour les deux parties de s'entendre sur des modalités à même de concrétiser réellement ce projet partenarial, sujet à

concertation algéro-française depuis près de deux ans, et à l'approche de la visite du président français François Hollande en Algérie.

Toutefois, le partenariat engagé entre Sonatrach et Total sur le périmètre gazier d'Ahnet, situé dans le sud-ouest de l'Algérie à proximité d'In Salah, s'avère, quant à lui, abouti, sachant que la concrétisation du projet, évalué à hauteur de 2 milliards de dollars, est au stade des dernières retouches, en attendant l'entrée en production définitive de ce gisement d'ici quelques mois.

Outre la valorisation gazière, Sonatrach est engagée résolument dans le développement de la pétrochimie et notamment la production d'urée et d'ammoniac. Dans ce contexte, l'on avance au niveau de la compagnie pétrolière nationale que le projet de production d'engrais, d'une capacité de l'ordre de 2 millions de tonnes d'engrais et ammoniac et lancé en

partenariat avec Orascom Industrie à Arzew, devrait être normalement opérationnel d'ici quelques semaines et d'autant que les tests de production donnent des résultats positifs.

Par ailleurs, Sonatrach devrait voir sa part augmenter dans l'actionnariat du grand complexe de fertilisants Fertial-Asmidal, détenu en partenariat avec la société espagnole Villar Min qui détient 66% des parts et appelé à produire d'importantes quantités d'engrais et ammoniacs. Ainsi, un accord de principe a été conclu pour porter les parts de Sonatrach de 34% à 49%, en attendant la finalisation des négociations sur le coût financier de cette transaction.

Et cela dans le contexte où les prix de l'ammoniac, peu élevés au moment de la conclusion du partenariat, enregistrent actuellement une flambée à 500 dollars la tonne, outre l'effet valorisant de la disponibilité et du prix du gaz.

C. B.

EN VISITE À TAMANRASSET

Yousfi rassure sur la bonne couverture énergétique

Le ministre de l'Energie et des Mines rassure sur l'amélioration de la couverture énergétique de la wilaya de Tamanrasset. En visite d'inspection samedi dernier, Youcef Yousfi a estimé que les nouvelles installations énergétiques lancées dans la région du Hoggar devront assurer une bonne couverture des besoins. Cette région disposera dorénavant de deux nouveaux générateurs électriques d'une capacité globale de 36 mW, implantés au nord et au sud de Tamanrasset. Ils devront assurer une autosuffisance en énergie électrique d'ici à 2017.

Comme les habitants du Hoggar disposeront

dans le court terme d'une double station de stockage et exploitation du gaz de propane à Tafsit, les travaux de réalisation atteignant un taux d'avancement de 76%. En outre, le ministre de l'Energie avait boosté le lancement de la réalisation du gazoduc Tamanrasset-In Salah, long de 530 km et destiné à l'alimentation domestique en gaz naturel, confiée exclusivement à Sonatrach.

De même que Youcef Yousfi avait lancé la construction d'une station de stockage et de distribution de produits pétroliers.

C. B.

LA CHAMBRE D'ACCUSATION EXAMINE L'AFFAIRE SONATRACH

Les mis en cause seront fixés le 24 novembre prochain

Attendu pour ce dimanche, le verdict de la chambre d'accusation dans l'affaire Sonatrach a été ajourné au 24 octobre, avons-nous appris. Un report qui a soulevé des interrogations chez les avocats de la défense.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'institution judiciaire devra donc statuer sur les recommandations du magistrat instructeur et sur les décisions qu'il avait notifiées dans son ordonnance de renvoi (devant la chambre d'accusation) en date du 26 septembre 2011.

Pour rappel, la chambre d'accusation près la cour d'Alger avait déjà examiné les premières conclusions de l'instruction qui faisaient état de la correctionnalisation du dossier et de l'annulation des poursuites au profit de trois prévenus. Cependant, elle a ordonné un complément d'enquête sur les biens détenus en Algérie et à l'étranger par l'ensemble des prévenus afin de vérifier «s'il n'y a pas eu de délit de blanchiment d'argent».

Ainsi, deux commissions rogatoires (le 31 janvier et le 30 décembre 2010), dont une adressée au doyen des juges du tribunal parisien, ont été délivrées.

Selon des indiscrétions, le juge en charge de l'affaire veut avoir toutes les informations relatives aux biens en Algérie et à l'étranger de l'ensemble des prévenus, et ceux de Réda Hemche en particulier, lequel aurait joué un grand rôle dans l'affaire des marchés et de la surfacturation. La chambre d'accusation a formulé récemment des demandes de saisie des biens détenus par les prévenus en France.

Avec cette nouvelle donne, il ressort nettement que la chambre d'accusation a opté pour les prolongations en attendant de statuer définitivement sur l'affaire.

Selon des sources citées par le journal *El Watan*, Mohamed Meziane, sous contrôle judiciaire, et ses deux fils, en détention provisoire depuis plus d'une année, sont concernés par un nouveau chef d'inculpation lié au blanchiment d'argent, d'où la mise en place desdites commissions rogatoires.

En mai dernier, le même magistrat a procédé à des interrogatoires concernant leurs biens immobiliers et leurs comptes ainsi que ceux de leurs épouses.

Les premières auditions des quatorze prévenus et celles d'une quinzaine de témoins se sont achevées sur une lourde interrogation quant à la responsabilité politique et administrative de l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, dans ce scandale.

En effet, que ce soit pour l'ancien P-dg Mohamed Meziane, ses deux enfants ou les vice-présidents, Benamar Zenasni, chargé de l'activité transport par canalisa-

tion — sous mandat de dépôt —, Belkacem Boumedienne, chargé de l'activité amont — en détention provisoire — et Chawki Rahal, chargé de l'activité commercialisation — placé sous contrôle judiciaire —, il est clair que tous les actes de leur gestion étaient soumis à l'appréciation du ministre de l'Energie, expliquent nos sources, qui révèlent que Mohamed Meziane, l'ex-P-dg, «ne faisait rien sans en référer à Chakib Khelil».

Même pour le cas de ses deux fils, l'un travaillant pour Saipem et l'autre pour Contel, les deux sociétés étrangères détentrices des marchés, objets de ce scandale,

il en avait fait part à son ministre. Les marchés de télésurveillance pour les bases du sud du pays ne sont, en général, jamais traités uniquement par le P-dg ou ses vice-présidents. «Ils sont tous soumis à l'appréciation de Khelil, dont certains par écrit.»

Le scandale Sonatrach avait éclaté en janvier 2010 et concerne des contrats de gré à gré accordés au groupe Funkwerk Plettac Contel pour des équipements de contrôle et de sécurité, et à l'italienne Saipem, où exerçaient les deux fils de l'ex-P-dg.

A. B.

VACCINATION CONTRE LA GRIPPE SAISONNIÈRE

«Une nécessité»

se animée au Forum du quotidien *El Moudjahid*.

Le Pr Nafti, qui tentait de rappeler les avantages de la vaccination, estime que la quantité de vaccin, de plus de deux millions de doses importées par l'Algérie est «insuffisante». «Rien que les sujets à risque représentent plus de cinq millions de personnes», rappellera-t-il, avant de s'interroger «que-ce qui empêche les personnes en bonne santé de se faire vacciner si elles le souhaitent ?».

Le risque de se retrouver avec des quantités d'inventures est un argument «non valable» selon ce professeur. Puisque souligne-t-il, même si le vaccin coûte cher les coûts engendrés par les complications de la maladie sont plus contraignants. «Nous aimerions que l'Etat fasse plus d'effort pour ramener plus de vaccins. La vaccination engendre entre 50 à 200 euros d'économie par personne», a-t-il indiqué. Selon lui, la grippe est responsable de nombreuses complications en particulier chez les personnes fragiles et la vaccination reste le moyen de prévention le plus efficace qui permet de diminuer le taux de morbidité et de mortalité.

La vaccination contre la grippe confère environ 80% de protection. Les anticorps nécessaires sont développés à partir de la deuxième à la troisième semaine après vaccination et l'immunité dure jusqu'à six mois. Le pic de l'activité grippale est enregistré

durant la période du 15 janvier au 15 février en Algérie. Selon le Pr Nafti, «plus vite on se vaccine, plus vite on est protégé».

Les professionnels de la santé rappellent que le virus de la grippe est très infectieux et se transmet facilement d'une personne à une autre par l'intermédiaire de gouttelettes projetées lors d'une toux ou d'éternuement. Le virus peut aussi se propager lorsqu'on serre la main ou que l'on touche des surfaces contaminées.

La période d'incubation est en général de deux jours. Chez l'adulte la grippe est contagieuse dès le jour précédent l'apparition des symptômes et jusqu'à 5 jours après le début de la maladie. Les enfants âgés de 5 à 9 ans présentent les taux les plus élevés d'infection et de maladie. Jusqu'à 59% des professionnels de la santé souffrent d'infections grippales sans manifester les symptômes classiques et peuvent néanmoins transmettre le virus à leurs patients.

La grippe est la cause la plus fréquente de maladie respiratoire aiguë nécessitant une intervention médicale, car elle touche tous les groupes d'âge, et peut affecter plusieurs fois la même personne. Dans le monde, les épidémies de grippe saisonnière sont responsables de trois à cinq millions de cas de maladie grave et de 250 000 à 500 000 décès.

S. A.